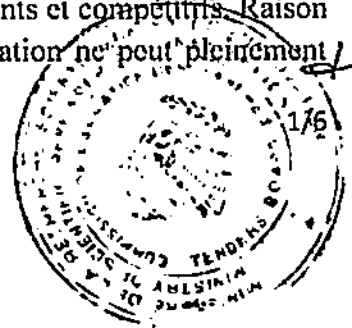


AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET
N° 001 /AAMI/MINRESI/SG/DAG/2025 DU 10 MARS 2025 POUR
L'ELABORATION DES STRATEGIES DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE EN
MATIERE DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET D'INNOVATION)

1. Contexte

Le sous-secteur de la recherche scientifique et de l'innovation, combinant étroitement les domaines de la production, de la formation et de la technologie et de l'innovation, apparaît comme un des piliers porteurs de la transformation du Cameroun. Ainsi, dans un élan de développement à long terme et d'une modernisation de son économie, notamment à travers une accélération de la croissance, la création d'emplois formels et la réduction de la pauvreté, le Gouvernement de la République du Cameroun a mis la recherche scientifique et l'innovation au centre du processus d'implémentation de sa Stratégie National Développement 2020-2030 (SND30). Ce rôle de levier de développement accordé au secteur de la recherche et de l'innovation devrait se réaliser avec le concours d'organismes de recherche publics et privés, d'universités publiques et privées, ainsi que d'autres acteurs nationaux et internationaux évoluant dans le secteur. Évidemment, aux coûts élevés des besoins de développement, aucune structure étatique ne peut, à elle seule, résoudre ses problèmes. Au Cameroun actuellement, le Gouvernement, face à la modicité de ses moyens à lui accorder, ne peut plus prétendre conduire seul les programmes de développement. Seule une volonté politique collaborative peut lui permettre d'accélérer la levée des contraintes et l'aider à sortir de la conjoncture que toutes les nations traversent. Mais seulement, certains résultats de la recherche-action que proposent les instituts de recherche, les universités et les chercheurs isolés, bien que pertinents et pouvant faire l'objet d'une transformation en produits de première nécessité, sont peu exploités. Lesdits produits peuvent faciliter une croissance économique inclusive en assurant une gestion durable des ressources de base et la conservation de l'environnement. C'est ainsi que, malgré les multiples résultats bénéfiques à la croissance récoltés par la recherche camerounaise sur le plan national et international, la nécessité d'intensifier la collaboration avec les entreprises, à l'échelle du pays, des priorités de recherche en fonction des besoins de la société, des défis scientifiques à relever et des marchés porteurs pour les entreprises est de plus en plus urgente. Cette situation devrait être corrigée sans tarder pour un arrimage de la recherche-développement à la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30).

Désormais, pour construire le savoir-faire et le faire-savoir pour influencer le plan économique, il faut être capable de développer de nouvelles capacités de conquête du marché tant en interne qu'à l'international, avec des produits à la fois innovants et compétitifs. Raison pour laquelle le secteur de la Recherche scientifique et de l'Innovation ne peut pleinement



jouer son rôle pour le développement de notre pays et, par ricochet, son émergence à l'horizon 2035 que si un lien solide est établi entre l'offre des résultats scientifiques et technologiques et leur valorisation industrielle et commerciale. Ce qui requiert nécessairement que soit construit un pont qui relie la recherche et l'innovation au monde des entreprises. De ce fait, des relations étroites entre entreprises et établissements publics de recherche apportent des bénéfices notoires en termes de développement et de production de richesses. Elles répondent à des objectifs convergents des entreprises, des acteurs du monde de la recherche. Néanmoins, ces relations apparaissent moins intenses au Cameroun que dans les pays développés à l'instar des États-Unis, de l'Allemagne et d'Israël, à la lecture de plusieurs indicateurs relatifs aux actions de l'État dédiées à la mise en place de financements soutenant la recherche collaborative. Ceci étant, le partenariat entre la recherche du secteur public et le secteur privé des entreprises est inscrit comme l'un des objectifs pour le développement durable. Et le Partenariat Public-Privé (PPP) est l'un des centres névralgiques de la mise sur pied d'un Système National de Recherche Scientifique et d'Innovation (SNRSI) capable de répondre efficacement aux besoins socio-économiques.

Pour réduire le poids des exportations, le Cameroun a pensé la politique d'import-substitution dans laquelle la recherche scientifique et de l'innovation est positionnée comme socle de production. De ce fait, en tant que secteur clé de développement socio-économique pour pouvoir impacter la dynamique industrielle et le monde de l'entrepreneuriat la recherche nationale mise sur la coopération scientifique et d'innovation avec les entreprises. Il est précisément question de capter les technologies et les connaissances qui auraient une plus-value significative pour un développement inclusif et de renforcer l'efficacité du dispositif national de partenariat pour rapprocher la recherche et le monde des entreprises.

S'appuyant sur ce paradigme, le Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (MINRESI) à travers cette étude, ambitionne de mettre sur pied une stratégie nationale de coopération scientifique et de l'innovation avec le secteur privé permettant de promouvoir une meilleure visibilité de la recherche afin de soutenir les efforts du Gouvernement dans la transformation structurelle de l'économie camerounaise en conformité avec l'Agenda 2063 de l'UA et aux Objectifs de Développement Durable (ODD) des Nations Unies. Ainsi, avec une synergie d'action entre le SNRSI et le secteur privé, le Cameroun pourra mieux exploiter les résultats de la recherche dans la chaîne de valeur, étant donné que la production industrielle actuelle est au stade primaire, avec des rendements pour la plupart inférieurs aux attentes.

En dépit de ces limites, les résultats du dyptique recherche-innovation au Cameroun offrent des produits compétitifs qui peuvent faciliter une croissance économique inclusive en assurant une gestion durable des ressources de base et la conservation de l'environnement. Cependant, à ce stade de son développement, la sous- utilisation des résultats et produits de la recherche-innovation ralentit les performances économiques nationales. Pourtant, le renforcement du partenariat public-privé est opportun pour dynamiser la collaboration entre la recherche et le monde des entreprises, tout en favorisant une meilleure exploitation des importants résultats de la science et de l'innovation du pays et éventuellement le développement d'une économie inclusive basée sur les connaissances. Ainsi donc,

l'élaboration d'une stratégie de partenariat public-privé dans le domaine de la science et de l'innovation se révèle donc capitale pour la transformation de l'économie nationale.

En effet, la nécessité de transfert du savoir scientifique des laboratoires vers la société a imposé au monde de la recherche de développer divers mécanismes de collaboration avec les autres acteurs tant publics que privés. Conscient de l'importance du secteur privé, plus particulièrement des entreprises, dans le processus de développement, le Cameroun, à travers le Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (MINRESI), veut commettre l'étude sur les mécanismes de partenariat avec le secteur privé pour la visibilité des résultats de la recherche. Le projet, dans sa phase I, a permis de dresser un état des lieux diagnostic, et la phase II qui s'est réalisé dans le cadre du CDMT 2023, s'est attachée à la vulgarisation des résultats du rapport de l'état des lieux et d'étude diagnostique mettant en filigrane les recommandations découlant de ses différentes étapes de réalisation. Dans sa phase III, l'élaboration de la stratégie en elle-même permettra d'établir les actions et les mesures de mise en cohérence des piliers d'intervention concernant les PPP en matière de recherche scientifique et d'innovation.

2. Objectif de l'étude

a) Objectif général

L'objectif global vise à élaborer une stratégie incitative d'interactions entre les secteurs public et privé dans le cadre de la recherche-développement, en vue d'une collaboration porteuse de plus-value en matière de développement socio-économique du Cameroun.

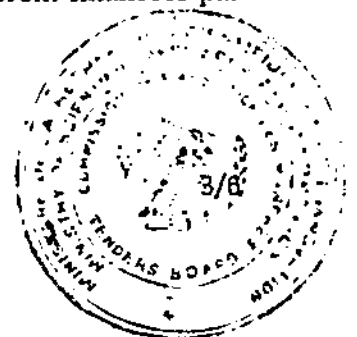
b) Objectifs spécifiques

Il s'agit spécifiquement de :

- présenter les axes prioritaires du PPP de la R&I d'ici à l'horizon 2030 ;
- présenter les outils institutionnels et dispositifs opérationnels permettant de stimuler la recherche scientifique et l'innovation et de transformer les résultats de la recherche scientifique en entreprises innovantes ;
- prendre des mesures visant à financer les projets innovants, notamment à travers les bourses et des appels à projets d'innovation dans les différents secteurs de l'économie (SND30 P81) ;
- Proposer des orientations stratégiques d'actions partenariales incitatives de recherche-développement, en vue d'améliorer la contribution de la recherche au développement du pays ;
- Présenter les mécanismes de suivi/évaluation préconisés.

3. Source de financement

Les prestations objet du présent Avis d'Appel à Manifestation d'Intérêt, seront financées par le Budget d'Investissement Public du MINRESI, exercice 2025. 



4. Critères de qualification

La participation à cet Appel à Manifestation d'Intérêt est ouverte à tous les Consultants de droit camerounais justifiant des capacités administratives, techniques et financières suivantes :

- Présenter un dossier administratif conforme aux spécifications ;
- Avoir une expérience de travail avec l'administration ;
- Avoir des références avérées dans le domaine de la programmation, la conduite et le suivi des travaux de recherche ;
- Avoir des compétences avérées (travaux similaires) en matière de conduite des activités de rédaction des documents de cadrage ;
- Avoir une bonne connaissance du système national de Recherche et des structures de recherche ;
- avoir des capacités d'analyse et d'interprétation des données ;
- Disposer d'une équipe pluridisciplinaire ou s'engager à en recruter et du matériel pour réaliser la prestation.

5. Composition du dossier de candidature

Les candidats intéressés par le présent Appel à Manifestation d'Intérêt, devront fournir les pièces ci-après, présentées en un seul volume :

a-) Pièces administratives

Elles seront constituées des documents administratifs (originaux ou copies certifiées conformes, datées de moins de trois (03) mois) :

- une lettre de motivation timbrée, datée et signée du candidat ;
- une attestation d'immatriculation ;
- un certificat de non-faillite délivré par le tribunal de Première Instance du domicile du candidat datant de moins de trois (03) mois ;
- une attestation de non-exclusion des marchés publics délivrée par l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP) datant de moins de trois (03) mois ;
- une attestation de conformité fiscale datant de moins de trois (03) mois.

NB : L'absence ou la non-validité de l'une des pièces ci-dessus citées entraînera l'élimination du candidat.

b) Dossier technique

Le dossier technique devra comprendre :

a) l'organigramme complet et le personnel composant le Cabinet ou proposé par le consultant.

b) Une brève description du candidat et un aperçu de son expérience dans le cadre des missions similaires (05 références des prestations similaires durant les dix dernières années). Pour chacune d'entre elles, ce résumé doit notamment indiquer la nature de la mission, les caractéristiques du personnel employé, la durée de la mission, le montant du contrat. (1^{re} et dernière page du marché + PV de réception) ✓

c) Une liste du personnel clé qui sera affecté à la réalisation des prestations. Pour chaque personnel, le candidat fournira les pièces suivantes :

- un CV daté et signé par le concerné ;
- une copie certifiée conforme du diplôme datant de moins de trois (03) mois ;
- la définition des tâches proposées pour chaque personnel.

NB : chaque membre de l'équipe produira les justificatifs pertinents de son expérience dans le domaine visé par la présente prestation.

Le personnel sera composé comme suit :

Un chef de mission : Titulaire d'un doctorat en Sciences Economiques/Gestion disposant d'au moins dix (10) ans d'expérience dans la conduite de projets similaires et ayant participé à au moins trois (03) projets similaires en qualité de Chef de mission ;

Un Juriste au moins (BAC+5) disposant d'une expérience d'au moins dix (10) ans dans le suivi de projets similaires et ayant participé à au moins deux (02) projets similaires ;

Un chercheur en Sciences Humaines et/ou Sociales au moins (BAC+5) disposant d'une expérience d'au moins dix (10) ans dans le suivi de projets similaires et ayant participé à au moins deux (02) projets similaires.

d) Les moyens techniques et matériels dont dispose le candidat et qui seront mobilisés dans le cadre de la mission (matériel, logistique, communication et informatique).

6) Critères d'évaluation

Le dossier sera évalué suivant les critères ci-après :

a) Critères éliminatoires

- pièces falsifiées ou fausse déclaration ;
- dossier administratif incomplet ;
- note technique inférieure à 85/100.

b) Critères essentiels

Les critères essentiels d'évaluation des offres sont les suivants :

- | | |
|--|-----------|
| - Présentation générale de l'offre | 05 points |
| - Références du candidat | 50 points |
| - Qualification et compétence du personnel clé | 40 points |
| - Moyens matériels et logistiques | 05 points |

Seuls les candidats qui auront totalisé à l'issue de l'évaluation une note technique au moins égale à quatre-vingt-cinq (85) points sur cent (100) seront retenus dans la liste des sociétés à consulter dans le cadre d'un appel d'offre restreint. Les informations complémentaires sur le détail des critères essentiels peuvent être obtenues aux heures ouvrables au Service des Marchés Publics du MINRESI, BP 1457, téléphone 222 23 24 42.



7) Dépôt des dossiers

Les dossiers de candidature seront remis en quatre (04) exemplaires dont un (01) original et trois (03) copies marquées comme telles, sous pli fermé scellé et comportant deux enveloppes distinctes au Service des Marchés Publics du Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation, au plus tard le 11 AVR 2025 14 heures, heure locale, et devront porter la mention.

« *AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET*
N° 004/AAMI/MINRESI/SG/DAG/2025 DU 10 MARS 2025 POUR
L'ELABORATION DES STRATEGIES DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE EN
MATIERE DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET D'INNOVATION ».

A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT.

8) Publication des résultats

Les candidats retenus seront consultés dans le cadre de l'appel d'offres restreint qui leur sera adressé conformément au Code des Marchés Publics au Cameroun.

9) Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Service des Marchés Publics du MINRESI, BP 1457, téléphone 222 23 24 42.

10. Numéro vert du MINMAP

Pour toute tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler le MINMAP ou envoyer un SMS aux numéros suivants : 673 20 57 25/699 37 07 48.

Yaoundé le 10 MARS 2025.

Le Ministre

Le Ministre de la Recherche
Scientifique et de l'Innovation



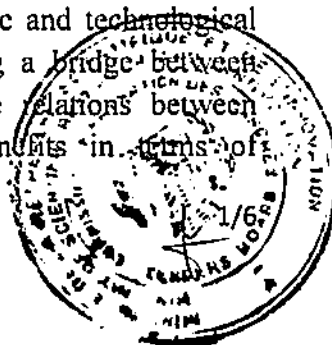
Dr Madeleine Tchuinte

CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST No.
001 /AAMI/MINRESI/SG/DAG/2025 OF 10 MARCH 2025 TO DEVELOP
PUBLIC-PRIVATE PARTNERSHIP STRATEGIES FOR SCIENTIFIC RESEARCH
AND INNOVATION

1. Background

The scientific research and innovation sub-sector, which includes production, training, technology and innovation, is one of the pillars of Cameroon's transformation. As part of its drive for long-term development and modernisation of its economy, particularly through accelerated growth, the creation of formal jobs and poverty alleviation, the Government of the Republic of Cameroon has placed scientific research and innovation at the heart of the process of implementing its National Development Strategy 2020-2030 (NDS30). The role of the research and innovation sector as a lever for development should be achieved with the help of public and private research bodies, public and private universities, and other national and international players in the sector. Given the high cost of development needs, no single state body can solve these problems independently. Given the limited resources available in Cameroon today, the government can no longer pretend to run development programmes on its own. A joint political will is needed to speed up the removal of constraints and help it emerge from the current situation that all nations are experiencing. However, some of the results of the action research proposed by research institutes, universities and individual researchers, although relevant and suitable for transformation into essential products, are rarely exploited. These products can facilitate inclusive economic growth by ensuring sustainable management of basic resources and conservation of the environment. So, despite the many growth-enhancing results achieved by Cameroonian research at both national and international level, the need to intensify collaboration with companies, at national level, on research priorities based on the needs of society, the scientific challenges to be met and the growth markets for companies is more urgent than ever. This situation needs to be rectified without delay, to ensure that research and development are aligned with the National Development Strategy 2020-2030 (NDS30).

Henceforth, to build the know-how- from an economic perspective, we should be able to develop new capacities to conquer markets both internally and internationally, with innovative and competitive products. This is why the scientific research and innovation sector can fully play its role in the development of our country and, by ricochet, its emergence by 2035 only if a solid link is established between the supply of scientific and technological results and their industrial and commercial use. This means building a bridge between research and innovation and the business world. As a result, close relations between businesses and public research establishments bring significant benefits in terms of



development and wealth generation. They meet the shared objectives of businesses and the research community. Nevertheless, these relations appear to be less intense in Cameroon than in developed countries such as the United States, Germany and Israel, according to a number of indicators relating to government action to set up funding to support collaborative research. That said, the partnership between the public-sector and the private business sector is listed as one of the objectives for sustainable development. And the Public-Private Partnership (PPP) is one of the key centres for setting up a National System for Scientific Research and Innovation (SNRSI) which can respond effectively to socio-economic needs.

To reduce the weight of exports, Cameroon has developed an import-substitution policy, in which scientific research and innovation are positioned as the basis of production. As a key sector for socio-economic development, national research is focusing on scientific cooperation and innovation with businesses, in order to have an impact on industrial dynamics and the world of entrepreneurship. The aim is to capture the technologies and knowledge that will add significant value to inclusive development, and to make the national partnership system more effective in bringing research and business closer together.

Based on this paradigm, the Ministry of Scientific Research and Innovation (MINRESI), through this study, aims to set up a national strategy for scientific cooperation and innovation with the private sector to promote greater research visibility in order to support the Government's efforts in the structural transformation of the Cameroonian economy in line with the AU's 2063 Agenda and the United Nations' Sustainable Development Goals (SDGs). Thus, with a synergy of action between the SNRSI and the private sector, Cameroon will be able to make better use of research results in the value chain, given that current industrial production is at the primary stage, with yields for the most part below expectations.

Despite these limitations, the results of the research-innovation dyptic in Cameroon offer competitive products that can facilitate inclusive economic growth by ensuring sustainable management of basic resources and conservation of the environment. However, at this stage of its development, the insufficient use of research-innovation results and products is slowing down national economic performance. Strengthening public-private partnership is a good way of boosting collaboration between research and the business world, while at the same time encouraging the use of the country's significant science and innovation results and, eventually, the development of an inclusive, knowledge-based economy. The development of a public-private partnership strategy in the field of science and innovation is therefore crucial to the transformation of the national economy.

The need to transfer scientific knowledge from laboratories to society has forced the research community to develop various mechanisms for collaboration with other players, both public and private. Cameroon, through the Ministry of Scientific Research and Innovation (MINRESI), is aware of the importance of the private sector, particularly businesses, in the development process, and wants to undertake a study on partnership mechanisms with the private sector to ensure the visibility of research results. Phase I of the project draws up a diagnostic inventory, and phase II, which was carried out as part of the 2023 MTEF, focuses on disseminating the results of the inventory report and diagnostic study, highlighting the recommendations arising from the various stages of the project. In phase III, the development

of the strategy itself will make it possible to establish actions and measures to ensure consistency between intervention pillars concerning PPP in scientific research and innovation.

2. Purpose of the study

a) Overall objective

The overall objective is to develop an incentive strategy for interaction between the public and private sectors in the context of research and development, for a collaboration that will bring added value in terms of Cameroon's socio-economic development.

b) Specific objectives

These specifically include:

- presenting priority areas of Research and Innovation Public private partnership between now and 2030;
- presenting the institutional tools and operational mechanisms for stimulating scientific research and innovation and transforming the scientific research results into innovative businesses;
- taking measures to finance innovative projects, in particular through grants and calls for innovation projects in the various sectors of the economy (NDS30 P81);
- Proposing strategic guidelines for partnership actions to encourage research and development, with a view to improving the contribution of research to the country's development;
- Presenting the recommended monitoring/evaluation mechanisms.

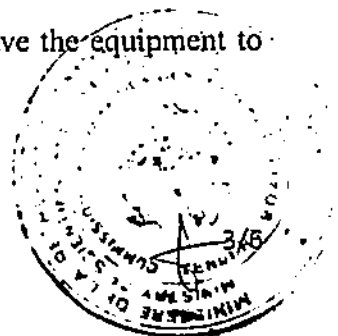
3. Source of funding

The services covered by this Call for Expressions of Interest will be sponsored by MINRESI's 2025 Public Investment Budget.

4. Qualification Criteria

Participation in this Call for Expressions of Interest is open to all Consultants, under Cameroonian law, justifying the following administrative, technical and financial capacities:

- Submission of an administrative file that complies with specifications;
- Work experience with the administration;
- Proven references in programming, conducting and supervising research work;
- Proven skills (similar work) in conducting activities and drafting framework documents;
- Good knowledge of the National Research System and research structures;
- Ability to analyse and interpret data;
- Have a multidisciplinary team or undertake to recruit one and have the equipment to carry out the service.



5. Compiling the application file

Candidates interested in this Call for Expressions of Interest must provide the following documents, presented in a single volume:

A-) administrative documents

They include administrative documents (originals or certified copies, of less than three (3) months):

- a stamped, dated and signed motivation (cover) letter from the candidate;
- An attestation of taxpayer's registration;
- A certificate of non-bankruptcy issued by the Court of First Instance of the applicant's residence dated less than three (3) months;
- a certificate of non-exclusion of public contracts issued by the Public Contracts Regulatory Agency (ARMP) of dated less than three (3) months;
- a tax clearance certificate dated less than three (3) months.

NB: The absence or invalidity of any of the aforementioned documents will result in the elimination of the candidate.

(b) Technical file

The technical file should include:

- a) The complete organisational chart and staff of the research firm or proposed by the consultant.
- b) A brief description of the candidate and an overview of his/her experience in similar assignments (5 references of similar services over the last ten years). For each of them, this summary must indicate the nature of the mission, the characteristics of the staff employed, the duration of the mission, the amount of the contract. (1st and last pages of the contract + reception report).
- c) A list of key staff that will be assigned to perform the services. For each staff member, the candidate will provide the following documents:
 - a CV dated and signed by the concerned person;
 - a certified copy of the certificate less than three (3) months old;
 - Task description proposed for each staff member.

NB: Each team member will provide relevant evidence of his experience in the field covered by this service.

The staff will comprise the following:

A Head of mission: Holder of a PhD in Economics/Management with at least ten (10) years' experience in conducting similar projects and having participated in at least three (3) similar projects as Head of Mission:

At least one Jurist (Master's degree) with at least ten (10) years' experience in monitoring similar projects and having participated in at least two (2) similar projects;

At least one researcher in Human and/or Social Sciences (Master's Degree) with at least ten (10) years' experience in monitoring similar projects and having participated in at least two (2) similar projects.

d) The technical and material resources available to the candidate and which will be mobilised in the context of the assignment (equipment, logistics, communication and IT).

6) Evaluation criteria

The file will be evaluated according to the following criteria:

a) *Eliminatory criteria*

- Falsified documents or false declaration;
- Incomplete administrative file;
- Technical score less than 85/100.

b) *Essential criteria*

The essential criteria for evaluating bids are as follows:

- General presentation of the offer 5 marks
- Candidate's references 50 marks
- Qualification and competence of key staff 40 marks
- Material and logistical resources 5 marks

Only candidates with a technical score of at least eighty-five marks on one hundred (85/100) at the end of the evaluation will be selected among the companies for the restricted offer. Further information on the details of the essential criteria can be obtained during working hours from the Public Contracts Service of MINRESI, PO Box 1457, Tel: 222 23 24 42.

7) Submission of files

Application files will be submitted in four (4) copies, i.e. one (1) original and three (3) copies labelled as such, enclosed and sealed in two separate envelopes addressed to the Public Contracts Service of the Ministry of Scientific Research and Innovation, no later than 11 AVR 2025 at 2 pm local time with the following inscriptions.

"CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST No. 504/AAMI/MINRESI/SG/DAG/2025 OF 10 MARS 2025 TO DEVELOP PUBLIC-PRIVATE PARTNERSHIP STRATEGIES FOR SCIENTIFIC RESEARCH AND INNOVATION".

TO BE OPENED ONLY DURING A BID-OPENING SESSION.

8) Publication of the results

Successful candidates shall be consulted in the context of the restricted call for tenders, which will be sent to them in accordance with the Cameroon Public Contracts Code.



9) Additional information

Further information can be obtained during working hours from the Public Contracts Service of MINRESI, P O Box 1457, Telephone 222 23 24 42.

10. MINMAP's toll-free number

For any corruption or malpractice attempt, kindly call MINMAP or send an SMS to the following numbers: 673 20 57 25/699 37 07 48.

Yaounde on 10 MARS 2025

The Minister Le Ministre de la Recherche
Scientifique et de l'Innovation



Dr Madeleine Tchuinte